

Intervention de Franck NEFF (BN)

Chers camarades,

Je souhaiterais intervenir sur le contexte particulier de crise que nous traversons dans la société et donc dans l'École et notre orientation en tant que syndicat libre et indépendant.

Nous constatons tous que rien n'a été fait par ce gouvernement depuis mars pour anticiper cette 2^{ème} vague épidémique, si bien que la situation est explosive !

Les personnes qui ont recours à l'aide alimentaire sont passés de 5 millions à 8 millions et à la Fac St Charles à Marseille, le 11 novembre, ce sont plusieurs centaines d'étudiants qui ont fait la queue pour bénéficier de colis alimentaires distribués par l'UNEF.

Que ce soit le manque de lits à l'hôpital ou de postes dans nos établissements, le constat est le même !

Non Monsieur Véran, l'hôpital n'était pas prêt à faire face et n'est pas plus solide qu'au printemps !

Non Monsieur Blanquer, l'École n'est pas un sanctuaire dans lequel le virus ne se contracte pas !

Lors du 1^{er} confinement, nos élèves ont manqué jusqu'à 8 semaines de cours en présentiel et à partir du 11 mai, de nombreux élèves ne sont pas revenus sur les bancs de l'école. Ce sont donc pour certains 3 mois d'école qui manquent dans leur scolarité !

Aujourd'hui, malgré les dernières annonces de Castex, la situation sanitaire reste toujours critique et notre inquiétude en tant qu'enseignant reste grande : plus de remplaçants, des répartitions qui s'accumulent et perdurent... la peur que l'on nous propose, comme dans les lycées, un enseignement en présentiel à 50% du temps scolaire.

Quel enseignant pourrait se satisfaire de laisser une partie de ses élèves à la maison plutôt qu'à l'école ?

Nous avons appris en effet que Blanquer est favorable à des « organisations internes », par demi-groupe dans les lycées, les uns en présentiel une partie de la semaine et les autres en distanciel au domicile.

- C'est la dislocation de l'École qu'il propose de faire endosser à chaque équipe pédagogique, l'éclatement du cadre national et l'inégalité des élèves devant l'instruction
- C'est le télé-enseignement qu'on essaie de nous vendre. Chacun sait bien que le téléenseignement, c'est n'est pas de l'enseignement et cela conduit en plus à une augmentation considérable du temps de travail, une flexibilité des emplois du temps et des ORS
- C'est la destruction du diplôme national du Bac, colonne vertébrale de l'école. Les épreuves passées en majorité en contrôle continu c'est un programme à la carte, la mise en place d'un « bac maison », et des élèves livrés à la sélection terrible de Parcoursup...
- C'est un piège tendu par le Ministère et cela ne peut que nous diviser entre les enseignants, les jeunes et les parents d'élèves et dans notre confédération, nous ne pourrions pas le cautionner.

Comme Fred l'a rappelé, ce gouvernement cherche à utiliser la pandémie pour remettre en cause le cadre national de l'école et de notre statut.

Certains syndicats défendent cette organisation à 50 % dans les lycées, comme réponse à l'angoisse des collègues de voir de nouveau les établissements fermer. Or, la seule solution face à cette situation exceptionnelle, ce sont des mesures exceptionnelles et donc un véritable plan d'urgence :

- de recrutement de personnels pour alléger, dédoubler, remplacer et accueillir ainsi tous les élèves à plein temps, éviter le maximum de brassage et protéger personnels et élèves. Cela a été possible en Espagne et en Italie, pourquoi pas en France ?
- de création de salles de classe par la réquisition des locaux municipaux, associatif, culturels actuellement fermés, l'installation de locaux modulaires (préfabriqués)
- de recrutement de personnels spécialisés : maîtres E, G, psy, médecins scolaire et de prévention

Lors de l'intersyndicale préparant au 10, la FSU nous a traité d'utopiste lorsqu'on a avancé ces revendications ! Alors est-ce que ce plan d'urgence est réaliste ?

- Les personnels existent : les listes complémentaires, tous les contractuels qui ont été licenciés en début d'année scolaire, les étudiants de M1 et M2 qui préparent les concours
- Des locaux existent dans chaque commune ou agglomération. Selon la presse locale, la préfecture des Bdr envisageait de réquisitionner la grande patinoire de Marseille, après celle d'Alès et de Grenoble, afin d'y entreposer les corps que la morgue de l'hôpital de la Timone ne pourrait plus absorber. On pourrait transformer la patinoire en morgue et pas transformer des locaux inoccupés en salle de classe ?

Et qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent ! 560 milliards ont été trouvés pour les banques, pour les grands patrons depuis le début de la pandémie. 10% de cette somme, soit 56 milliards, permettraient de créer 100.000 postes d'enseignants et 100.000 postes dans les hôpitaux pendant 5 ans pour un coût mensuel de 4000 €, charges sociales comprises !

C'est un choix politique. Nous ne pourrions imposer ce plan d'urgence que par la mobilisation !

C'est pourquoi le SNUDI FO 13 a appelé à la grève le 10 novembre sur ses propres mots d'ordre, reprenant les revendications de notre fédération : création massive et immédiate de postes, non à la dislocation de l'École, non à la mise en danger de la santé des personnels et des élèves.

Ce n'était donc pas une grève « d'avertissement » ou une grève « sanitaire » comme nous avons pu l'entendre !

C'est pourquoi nous avons refusé de signer le vœu proposé par la FSU 13 au dernier CHSCTD qui demandait : « *au DASEN d'autoriser l'allègement des effectifs à toutes écoles ou collèges qui présenteraient un projet validé par l'IEN ou approuvé en conseil d'administration, à l'image de ce qui se fait au lycée.* »

Je pense en effet que nous avons raison de ne pas nous aligner sur la position intersyndicale, comme notre fédération a raison de ne pas signer le dernier communiqué commun du 16 novembre.

Nous devons continuer à mobiliser sur nos revendications et nous tourner, comme le propose la FNEC vers les parents de nos élèves. Le SNUDI FO 13 propose une lettre à destination des parents d'élèves en ce sens, notamment la FCPE qui semble défendre les mêmes revendications en terme de recrutements et d'allègement. Nous la transmettrons au SN pour information.

Je vous remercie

Vive le SNUDI FORCE OUVRIERE ! Vive la FNEC FP FO, vive la CGT FORCE OUVRIERE !